

VŒU

Vœu au sujet de Nuit Debout et des violences policières

LE CONSEIL,

Présenté par le groupe Europe Ecologie Les Verts

ADOPTE le vœu suivant :

par 32 voix pour, 1 abstention et 8 ne prennent pas part au vote

Depuis plusieurs semaines, les mobilisations contre la loi El Khomri dite "loi travail" se développent au travers de manifestations, journées de grèves nationales et mouvements citoyens tels que les Nuits Debout, occupations pacifiques de places à travers toute la France. Ces rassemblements ouverts et populaires visent à réinvestir l'espace public pour échanger et débattre, pour libérer une parole citoyenne qui peine à trouver une expression dans le système politique et institutionnel de la Ve République.

Dans le même temps malheureusement, ces cortèges et ces rassemblements ont été émaillés de débordements violents émanant de quelques éléments isolés parmi les manifestants, mais également d'une partie des forces de l'ordre éprouvées par des mois de vigilance accrue, dans le cadre des mesures d'exception liées à l'état d'urgence.

- Considérant que la loi dite « loi travail » porte une inversion historique de la hiérarchie des normes, donc la destruction des principes mêmes du code du travail.
- Considérant cette légitime volonté de réappropriation citoyenne du débat démocratique comme un élément dont tous les élu-e-s ne peuvent que se réjouir.
- Considérant que ces mobilisations pacifiques et démocratiques ne rendent que plus insupportable le recours disproportionné à la force pour les encadrer.
- Considérant que le recours à la violence, plus encore celle des forces de l'ordre, est sans issue, ne sert qu'à discréditer une bataille politique contre cette loi de régression sociale et porte le risque d'un pourrissement de la situation.

Le Conseil municipal d'Ivry-sur-Seine :

- Demande le retrait immédiat de la « loi travail », afin de favoriser une logique de progrès social et de vivre-mieux par la réduction du temps de travail, l'instauration du revenu de base permettant d'assurer la dignité de chacun-e, la création d'un million d'emploi, notamment par la transition écologique, et des droits supplémentaires à la formation tout au long de la vie.
- Demande au Ministre de l'Intérieur de diligenter une enquête indépendante, afin de faire toute la lumière sur les violences commises.
- Demande l'interdiction immédiate du Flashball, des lanceurs de balles de défense ; demande également une réflexion sur l'usage des grenades défensives dont l'utilisation excessive ne paraît pas conforme au principe de recours proportionnel à la force.

- Demande la fin de l'état d'urgence, pour que l'Etat de droit reprenne justement ses droits et que les agents de l'ordre public retrouvent des conditions de travail dignes et sereines.

TRANSMIS EN PREFECTURE

LE 24 MAI 2016

RECU EN PREFECTURE

LE 24 MAI 2016

PUBLIE PAR VOIE D'AFFICHAGE

LE 20 MAI 2016